

TRAME D'AVIS DE MARCHE

NATURE DU MARCHE : Marché public de services

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Nom de l'organisme : Préfecture de la Guyane / Direction générales des territoires et de la mer de la Guyane (DGTM)

Point de contact :SIT/DMOA

Adresse : route de la Madeleine

Code postal : 97300 Ville : CAYENNE

Pays (*autre que France*) : GUYANE FRANÇAISE

Téléphone : +594 5 94 21 51 42 Télécopieur :

Courriel : mathis.beneteau@guyane.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Adresse du profil d'acheteur (URL) :

OBJET DU MARCHE

Objet du marché :

Mission de maîtrise d'oeuvre pour l'aménagement de la RN1 entre l'échangeur des Maringouins et les ponts du Larivot.

Type de marché de services : 12

Classification CPV

Objet principal : 71300000-1

Lieu d'exécution :Guyane, RN1 entre l'échangeur des Maringouins (exclu) et les ponts du Larivot

L'avis implique : un marché public

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

Mission de maîtrise d'oeuvre études pour l'aménagement de la RN1 entre l'échangeur des Maringouins et les ponts du Larivot

Le marché comportera une tranche ferme et 2 tranche(s) optionnelle(s) ;

Les tâches essentielles qui devront être effectuées directement par le titulaire sont :

Les missions MC1, AVP, PRO et ingénierie géotechnique

Quantités :

La mission de maîtrise d'oeuvre porte sur l'aménagement de la RN1 entre l'échangeur des Maringouins et les ponts du Larivot.

Acceptation des variantes : Oui

Prestations divisées en lots : Non

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

* Origine du financement : BOP 162

* Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;

* Les prix seront révisables ;

* Les comptes seront réglés sous la forme d'acomptes et d'un solde ;

* Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours ;

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;

- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.
Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.
Le candidat remettant une candidature, pour la présente consultation, en tant que membre d'un ou plusieurs groupements ne pourra pas le faire à titre individuel.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Situation juridique - références requises :

*Si le candidat utilise le DUME : Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français

*Si le candidat n'utilise pas le DUME : Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj> (/Commande publique/Formulaires de la commande publique ; La forme juridique du candidat ;

* En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;

* Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

* La composition de l'équipe, répartition des tâches et compétences des différents intervenants

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus;

Capacité économique et financière - références requises :

*Si le candidat utilise le DUME : Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices (partie IV B 1a)

- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché (partie IV B 2a)

- le rapport des éléments d'actifs et de passifs des comptes annuels (partie IV B 4)

- le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels (partie IV B 5)

- une déclaration appropriée de banque (partie IV B 6)

- les bilans ou extraits de bilans (partie IV B 6)

*Si le candidat n'utilise pas le DUME :

-Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

-Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation de l'assureur ;

-Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur.

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

-le maître d'ouvrage exige que les candidats fassent état d'un chiffre d'affaires annuel moyen global, sur les trois dernières années, supérieur à un **(1) million d'euros**.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

*Si le candidat utilise le DUME : Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

- les informations concernant l'opérateur économique (partie II à remplir en totalité)

- une liste des prestations exécutées sur les 3 dernières années (partie IV C 1b)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

A - Expérience : La présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur.

B - Capacités professionnelles :

* L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

* Une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Au titre de la capacité professionnelle et technique, le maître d'ouvrage exige que les candidats fassent état des certificats de qualification ci-après, délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes : OPQIBI ou équivalent, relatifs aux qualifications suivantes en référence à la nomenclature OPQIBI :

- 1002 : étude de projets complexes en géotechnique
- 1102 : étude en terrassements complexes
- 1105 : étude du génie civil de réseaux enterrés
- 1106 : étude de terrassements avec confortement
- 1812 : ingénierie de voirie et réseaux divers complexes
- 1822 : ingénierie de voies routières ou de pistes d'aérodromes
- 2202 : maîtrise des coûts en phase de conception et de réalisation

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de maîtrise d'œuvre attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé.

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats :

Les candidatures seront sélectionnées en application des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP et au vu des critères suivants :

- La compétence du candidat au regard de la qualification des moyens humains, de ses certificats de qualité et de ses moyens matériels ;

CRITERES D'ATTRIBUTION

Critère d'attribution	Pondération
Critère technique	
Les capacités techniques, qualifications et expérience du personnel assigné à l'exécution de la prestation	30,00 %
Mémoire justificatif et explicatif : - compréhension des enjeux (10%) - méthode, organisation et moyens (15%) - SOPAQ (5%)	30,00 %
Critère économique	

Critère d'attribution	Pondération
Le prix des prestations (30%) et la cohérence des honoraires au regard de la mission (10%)	40,00 %

PROCEDURES

Type de procédure : Appel d'offres ouvert

Conditions de délai

Date limite de réception des candidatures : 03 avril 2026 à 10h00 (heure locale de Guyane, soit 14h heure de Paris)

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : DGTM-SIT-DMOa-MOE-RN1-MAR-Ponts

Récompenses et jury :

Une ou des primes seront attribuées : Non

Nombre et valeur des primes qui seront attribuées :

Détail des paiements à verser à tous les participants :

Autres informations :

- * Unité monétaire utilisée, l'euro ;
- * Les candidatures et les prestations seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;
- * A titre indicatif, le démarrage de la mission est souhaité pour fin 2025 ;
- * Les prestations ne sont pas réservées à une profession particulière ;
- * Les personnes morales seront tenues d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché ;
- * Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;
- * Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;

Modalités d'ouverture des offres

* Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non

* L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

* Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "DGTM-SIT-DMOa-MOE-RN1-MAR-Ponts", après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ;

Conditions de remise des prestations ou des candidatures :

* L'heure de remise des candidatures et des prestations est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur

* Si plusieurs transmissions des prestations sont successivement effectuées par un même candidat, seule est ouverte la dernière transmission reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des prestations.

* La copie de sauvegarde, prévue à l'article R2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde".

* Les prestations dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les prestations seront réputées n'avoir jamais été reçues

* Les dossiers de candidatures seront transmis obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "DGTM-SIT-DMOa-MOE-RN1", le seront suivant les modalités précisées par celle-ci et dans les conditions suivantes :

- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;

- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe 12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque

document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal administratif de Cayenne

Adresse : 7 rue Schoelcher~RCBP 5030

Code postal : 97305 Ville : CAYENNE CEDEX

Pays (*autre que France*) : GUYANE FRANÇAISE

Téléphone : 0594254970 Télécopieur : 0594254971

Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr

Adresse Internet (URL) : <http://guyane.tribunal-administratif.fr>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

* Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;

* Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;~

* Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION : XX XX 2026

PUBLICATION AU BOAMP

Département de publication : 973

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur :

[–] Rubrique non renseigné

CLASSIFICATION DES PRODUITS

Produits associés à cette annonce :

FACTURATION

Numéro de bon de commande d'insertion au BOAMP :